



LA NOMINATION STAGIAIRE D'UN AGENT EN CATEGORIE B

Mise à jour – avril 2024

RÉFÉRENCES

- Code général de la fonction publique, notamment [son Livre III](#)
- [Décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992](#) fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale
- [Décret n°2010-329 du 22 mars 2010](#) portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale
- [Décret n°2010-330 du 22 mars 2010](#) fixant l'échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d'emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 portant dispositions statutaires communes à plusieurs cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale

LES CONDITIONS POUR ÊTRE FONCTIONNAIRE

AGE

Être âgé au minimum de **16 ans révolus** (18 ans pour les emplois de la filière « Police municipale »)

NATIONALITÉ

Avoir la **nationalité française** ou à défaut de l'un des pays membres de l'espace économique européen (sauf emploi lié à l'exercice de prérogatives de puissance publique) :

Pays de l'UE



Islande



Norvège



Liechtenstein



Suisse



Andorre



DROITS CIVIQUES

Nul ne peut être agent public s'il ne jouit pas de ses droits civiques (attestés par le bulletin n°2 du casier judiciaire)

CASIER JUDICIAIRE

Il appartient à l'autorité territoriale d'apprécier si les mentions indiquées dans le bulletin n°2 du casier judiciaire de l'agent sont compatibles avec les missions du cadre d'emploi (bulletin à demander sur le site internet du casier judiciaire : <http://www.cjnb2.justice.gouv.fr>)

SERVICE NATIONAL

L'agent doit être en conformité vis-à-vis des règles du service national de son pays. Pour la France, « *l'état signalétique et des services* » pour les hommes nés avant le 1^{er} janvier 1979, ou le « *certificat de participation à la journée défense et citoyenneté* » pour les autres personnes)

APTITUDE PHYSIQUE

L'agent doit être apte à exercer ses missions. C'est à l'autorité territoriale de déterminer si l'emploi nécessite des conditions particulières de santé nécessitant une visite auprès d'un **médecin agréé**. Une visite auprès du **médecin du travail** sera aussi nécessaire.

CONDITIONS DU CADRE D'EMPLOIS

Selon le cadre d'emplois, des conditions particulières peuvent s'ajouter (diplôme, agrément, assermentation, etc.)

LA PROCÉDURE DE RECRUTEMENT

CREATION DU POSTE

- Délibération de l'assemblée délibérante pour créer le poste (aussi appelé "emploi") correspondant au grade de recrutement et mentionnant la quotité de temps de travail hebdomadaire de l'agent
- Un poste peut déjà exister et être vacant : rapportez-vous au tableau des emplois de votre collectivité pour vous en assurer

DECLARATION DE CREATION DU POSTE

- Déclaration à effectuer auprès du Centre de gestion via la plateforme www.emploi-territorial.fr
- Un délai entre la déclaration et la nomination d'au minimum un mois devra être respecté (principe d'égal accès aux emplois publics)

PRISE D'UN ARRETE DE NOMINATION

- Notification auprès de l'intéressé après signature
- Transmission de l'arrêté au contrôle de légalité dans les 15 jours à compter de la signature
- Transmission de l'arrêté au service de gestion des carrières du Centre de gestion dans les 15 jours suivant la signature (par voie dématérialisée exclusivement à l'adresse grh@cdg30.fr)

AFFILIATION DE L'AGENT A SA CAISSE DE RETRAITE

- **Pour les agents à 28h/semaine et plus** : affiliation auprès de la CNRACL via le site www.cnrACL.retraites.fr/employeur
- **Pour les agents à moins de 28h/semaine** : affiliation auprès de l'IRCANTEC via le site www.ircantec.retraites.fr/employeur

INSCRIPTION A LA FORMATION D'INTEGRATION

- L'agent stagiaire devra impérativement effectuer une formation d'intégration de 10 jours avant de pouvoir être titularisé
- Cette inscription est faite à la demande de l'employeur via le site www.cnfpt.fr

LE CLASSEMENT LORS DE LA NOMINATION

L'agent est classé selon les dispositions du **statut particulier** lié à son cadre d'emplois. A défaut de précisions concernant le classement dans le statut particulier, c'est [le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010](#) portant dispositions statutaires communes à divers cadres d'emplois de fonctionnaires de la catégorie B de la fonction publique territoriale qui va s'appliquer.

Nomination sur le premier grade de la catégorie B (uniquement suite à réussite à concours)

- Rédacteur territorial
- Technicien territorial
- Animateur territorial
- Éducateur territorial des A.P.S.
- Assistant territorial d'enseignement artistique
- Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques
- Chef de service de Police municipale

Si l'agent **n'a pas exercé** d'emploi auparavant

L'agent est nommé au 1^{er} échelon de son grade

Si l'agent **a exercé** une activité antérieure

- **Si l'activité antérieure est issue du secteur public :**
 - ➔ *Si l'emploi était de niveau au moins égal à la catégorie B :* On reprendra ces services à hauteur des $\frac{3}{4}$ de leur durée calculée en équivalent temps plein
 - ➔ *Si l'emploi était d'un niveau inférieur à la catégorie B :* On reprendra ces services à hauteur de $\frac{1}{2}$ de leur durée calculée en équivalent temps plein
- **Si l'activité antérieure est issue du secteur privé :** On reprendra ces services à hauteur de $\frac{1}{2}$ de leur durée calculée en équivalent temps plein si l'emploi exercé était au moins égal à la catégorie B. Cette reprise est limitée à 8 ans.
- **Si l'agent est lauréat du 3^{ème} concours** et ne peut bénéficier de la reprise des services du secteur privé : ils bénéficient alors d'une bonification d'ancienneté de :
 - ➔ 2 ans si l'ancienneté de l'activité ayant permis d'accéder au 3^{ème} concours est inférieure à 9 ans
 - ➔ 3 ans si l'ancienneté de l'activité ayant permis d'accéder au 3^{ème} concours est égale ou supérieure à 9 ans

Attention : L'agent ne peut bénéficier que d'un de ces trois types de reprise d'ancienneté ! L'on ne peut pas cumuler reprise des services effectués dans le public et services effectués dans le privé.

L'agent dispose de 6 mois pour fournir les justificatifs nécessaires au calcul de cette reprise de services antérieurs et choisir la reprise qui leur est le plus favorable. A défaut, il leur sera appliqué la reprise des services correspondant à leur dernière situation.

Si l'agent **appartient à un grade de catégorie C**

L'agent déjà fonctionnaire de catégorie C sera alors nommé selon un tableau de correspondances et des dispositions situés à [l'article 13 du décret 22 mars 2010](#).

Nomination sur le second grade de la catégorie B (uniquement suite à réussite à concours)

- Rédacteur principal de 2^{ème} classe
- Technicien principal de 2^{ème} classe
- Animateur principal de 2^{ème} classe
- Éducateur territorial des A.P.S. principal de 2^{ème} classe
- Assistant territorial d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe
- Assistant territorial de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal de 2^{ème} classe
- Chef de service de Police municipale principal de 2^{ème} classe

Si l'agent **n'a pas exercé** d'emploi auparavant

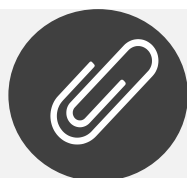
L'agent est nommé au 1^{er} échelon de son grade

Si l'agent **a exercé** une activité antérieure

OU

Si l'agent **appartient à un grade de catégorie C**

Le classement de l'agent devra alors fictivement être effectué sur le premier grade de la catégorie B (*voir page précédente*). Le classement ainsi obtenu permettra ensuite de classer l'agent selon un **tableau de correspondances** situé à [l'article 21 du décret 22 mars 2010](#).



Afin de vous aider, vous pouvez retrouver nos modèles d'arrêtés de nomination stagiaire sur notre site internet en cliquant [ici](#)



PRECISIONS SUR LA REPRISE D'ANCIENNETE

Services accomplis dans le public	Services accomplis dans le privé
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Ancien fonctionnaire stagiaire ou titulaire dans un autre corps ou cadre d'emploi (retraité, licencié, démissionnaire, etc.) ➤ Contractuel de droit public ➤ Militaire ➤ Agent d'une organisation internationale intergouvernementale 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Salarié du secteur privé ➤ Salarié du secteur associatif ➤ Contractuel de droit privé au sein d'une administration (contrats aidés, CAE, emploi d'avenir, apprentissage, etc.)

ATTENTION : Les services accomplis au titre du service national sont repris dans leur totalité et ne sont pas à confondre avec les services accomplis en qualité de militaire (repris à hauteur des ¾ de leur durée si « officiers » ou « sous-officiers » ; repris à hauteur des ½ si grade inférieur).

Les activités exercées à titre d'entrepreneur ou à titre libéral **ne sont pas prises en compte** (absence de la qualité de salarié).



LE MAINTIEN DE REMUNERATION DE L'AGENT CONTRACTUEL NOMME EN QUALITE DE STAGIAIRE

L'agent fonctionnaire de catégorie C qui est nommé stagiaire en catégorie B par sa collectivité et dont le classement suite à la reprise d'ancienneté lui fait bénéficier d'un indice inférieur à celui dont il bénéficiait auparavant **peut bénéficier d'un maintien d'indice à titre personnel**.

De même, l'agent contractuel de droit public qui est nommé stagiaire par sa collectivité et dont le classement suite à la reprise d'ancienneté lui fait bénéficier d'un indice inférieur à celui dont il bénéficiait auparavant **peut bénéficier d'un maintien d'indice à titre personnel** sous la condition de bénéficier d'une ancienneté de 6 mois sur un contrat de droit public dans la même collectivité que celle ayant décidé de procéder à sa nomination en qualité de stagiaire.

L'agent conservera son indice jusqu'à ce que son déroulement de carrière lui permette de bénéficier d'un indice plus favorable.

Toutefois, ce maintien s'effectue dans la limite de l'indice afférent au dernier échelon du grade de catégorie B sur lequel sera classé l'agent.